

## Sortir du mythe de la panacée. Les ambiguïtés de l'agriculture urbaine à Détroit

Flaminia Paddeu

### Dossier : Villes en décroissance

*Les projets d'agriculture urbaine dans les villes en décroissance nord-américaines font l'objet d'une forte médiatisation. À partir de l'exemple de Détroit, Flaminia Paddeu s'interroge sur les bénéfices réels de cette pratique pour les résidents des villes en déclin.*

Le film documentaire *Demain*<sup>1</sup>, tour du monde des alternatives écologiques visionné par plus d'un million de spectateurs, a fait de Détroit le symbole d'une agriculture urbaine sociale et militante. Elle y est dépeinte comme une proposition radicale pour relocaliser les circuits alimentaires et se réapproprier les moyens de production, dans une ville où la majorité des habitants n'ont pas accès à une nourriture saine et abordable. Dans les métropoles en croissance des pays riches, à Berlin, Montréal, New York ou Paris, l'agriculture urbaine fait face à une pénurie de terres, aux grands projets urbains et aux risques d'expulsion. Elle est contrainte à une lutte des places, forcée à squatter les interstices urbains, occuper les toits, et se cantonner à des bacs dans les espaces publics. En comparaison, dans les villes en déclin du nord-est industriel des États-Unis, où les friches s'étendent à perte de vue, un nouveau champ de possibles s'ouvre pour l'agriculture urbaine. À Détroit, les espaces vacants forment un territoire (120 km<sup>2</sup>) presque équivalent à celui de la ville de Paris (105 km<sup>2</sup>). Ils font de cette ville en décroissance un nouveau front pionnier de l'agriculture urbaine.

De nouvelles politiques urbaines, développées ces 15 dernières années par des équipes municipales de la *Rust Belt*, promeuvent en effet l'agriculture et la végétalisation des friches comme une façon de mieux décroître<sup>2</sup> (Schilling et Logan 2008). De nombreuses villes ont ainsi adopté les principes du « *smart shrinkage* », caractérisé par un souci de redimensionner la ville et par une critique du dogme de la croissance urbaine (Béal, Fol et Rousseau 2016). Selon cette approche, c'est désormais pour le déclin et non plus pour la croissance qu'il s'agit de planifier, en se recentrant sur l'amélioration de la qualité de vie des résidents de ces villes partiellement désertées. Dans cette configuration urbaine singulière, agriculture et décroissance interagiraient avec des bénéfices réciproques : d'un côté, la libération du foncier ouvre des terrains à l'extension de l'agriculture ; de l'autre, l'agriculture urbaine contribue à la sécurité alimentaire, mais aussi économique, sociale et environnementale, des habitants confrontés aux problèmes liés au déclin. Pourtant, dans le contexte d'un « urbanisme d'austérité » (Peck 2012), dans lequel les villes

<sup>1</sup>*Demain*, réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent, Move Movie Productions, France, 2015, 120 minutes.

<sup>2</sup>Ces stratégies, mises en place à Détroit (Michigan), Cleveland (Ohio), Youngstown (Ohio), Flint (Michigan), Saint-Louis (Missouri), Buffalo (État de New York), Rochester (État de New York) ou encore Pittsburgh (Pennsylvanie) à partir du début des années 2000, s'organisent autour de trois axes principaux et complémentaires : la démolition des propriétés abandonnées ; la maîtrise du foncier *via* des outils comme les banques foncières ; ou encore la création de nouveaux usages comme l'agriculture urbaine (voir Béal, Fol et Rousseau 2016).

endossent les coûts, risques et sacrifices associés aux politiques d'austérité (baisse des dotations fédérales, réduction des budgets des États fédérés, externalisation des services publics), l'agriculture urbaine est soumise à de fortes dynamiques inégalitaires, à la fois foncières, raciales, économiques et sociales. Si elle constitue une opportunité pour transformer les manières d'habiter, d'aménager et d'approvisionner les villes, elle n'est peut-être pas une pratique nécessairement bénéfique ou salvatrice.

## À Détroit, décroissance et agriculture urbaine

Détroit est passée d'1,8 millions d'habitants en 1960 à seulement 677 000 en 2016. La ville est confrontée à de graves problèmes sociaux : le taux de chômage s'y élève à 27,5 % et 38,1 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2012. S'y ajoutent des problèmes politiques majeurs : la délinquance fiscale et l'abandon immobilier, l'endettement municipal et les coupes budgétaires, des services urbains réduits à peau de chagrin. En 2013, en cas d'homicide, la police de Détroit mettait en moyenne 58 minutes pour arriver, contre 11 minutes dans le reste des États-Unis. 40 % de l'éclairage public était défaillant, plongeant certains quartiers dans le noir. Détroit a connu en 2013 la plus grande faillite municipale de l'histoire des États-Unis, avec un endettement frôlant les 19 milliards de dollars<sup>3</sup>.

Dans les villes en décroissance, la prolifération des espaces vacants est souvent perçue à de nombreux égards comme un fléau. Ils participeraient au cercle vicieux du déclin démographique, contribueraient à la dévaluation immobilière et foncière ainsi qu'à la spéculation, attireraient des activités indésirables, illégales ou criminelles (Dewar, Seymour et Druta 2015). Mais, pour d'autres auteurs intéressés par la transition écologique (Mogk, Kwiatkowski et Weindorf 2008 ; Millington 2013), les friches permettraient la réintroduction de pratiques qui avaient peu à peu disparu des villes : cultiver les parcelles vacantes, reboiser les terrains vagues, établir des corridors biologiques.

Détroit compte aujourd'hui 105 000 parcelles inoccupées. Elles accueillent une biodiversité inhabituelle, hébergeant une végétation pionnière constituée de mauvaises herbes comme le « palmier du ghetto » (*Ailanthus altissima*) mais aussi des rats-laveurs, des renards ou des faisans. Cultivées, elles constituent le substrat d'un mouvement de lutte pour la justice alimentaire, qui vise à transformer en profondeur le système alimentaire dans le sens d'un plus grand contrôle de la production et de la consommation par ceux qui sont marginalisés socialement. Ainsi, entre 350 et 1 600 jardins partagés (figure 1) et fermes urbaines (figure 2) ont été répertoriés à Détroit, la plupart gérés par des collectifs ou des associations qui organisent leurs actions autour de la réappropriation des espaces vacants (Paddeu 2015).

---

<sup>3</sup>Par comparaison, en 1975, à la suite de l'explosion des dépenses publiques et de la désindustrialisation du territoire, la dette de New York a culminé à 13 milliards de dollars, la ville évitant de justesse la banqueroute grâce à un prêt fédéral.

**Figure 1. Jardin communautaire du Georgia Street Community Collective**



© Flaminia Paddeu, 2013.

**Figure 2. La serre de la ferme urbaine associative Earthworks**



© Flaminia Paddeu, 2012.

Ces pratiques d'agriculture ont d'ailleurs été soutenues par le plan stratégique *Detroit Future City*, qui encourage les trames vertes et bleues, et par la légalisation de l'agriculture urbaine. Ce nouvel intérêt des urbanistes pour l'agriculture urbaine ne se limite pas à la ville de Détroit. À Baltimore, la production alimentaire a été intégrée dans le plan municipal de développement durable, et à Cleveland, des ordonnances municipales ont autorisé l'élevage d'abeilles, de poules, de canards et de lapins.

### **Une aubaine pour les alternatives environnementales, sociales et urbaines ?**

L'agriculture urbaine est en effet apparue comme l'un des moyens de résoudre et d'atténuer la série de problèmes liés au déclin structurel. Loin de se limiter à une fonction nutritionnelle, elle est utilisée comme une pratique multifonctionnelle qui produit des effets sur l'éducation, le développement économique, les interactions sociales, l'aménagement urbain, la santé des habitants et celle des écosystèmes (Morgan 2015). Ainsi serait-elle susceptible de lutter contre les « déserts alimentaires » (Gallagher 2007), ces zones paupérisées dépourvues de commerces alimentaires et où explosent les taux d'obésité. La création de circuits d'approvisionnement locaux, gérés par la société civile, offrirait non seulement des opportunités d'emploi, mais permettrait l'émergence de systèmes plus inclusifs, écologiques et adaptés aux cultures alimentaires des groupes ethniques minoritaires (Pothukuchi 2015). Les mouvements de justice alimentaire font de l'agriculture urbaine une stratégie de lutte pour les droits de la communauté afro-américaine (White 2011). Elle offrirait aussi des opportunités d'emploi dans la production, la distribution et la commercialisation.

Dans des villes où les petits propriétaires subissent des problèmes de captivité résidentielle parce que leurs maisons ne valent plus rien sur le marché immobilier, l'agriculture urbaine serait capable de revaloriser le foncier. À Philadelphie, la revégétalisation des espaces vacants aurait ainsi augmenté la valeur des propriétés adjacentes jusqu'à 30 % (Wachter 2005). L'occupation des terres par l'agriculture pourrait aussi ralentir le déclin démographique dans les zones où les départ sont déclenchés par des usages des friches considérés comme nuisibles (décharges sauvages, trafic de drogue, recyclage de métaux...).

Elle constituerait également un moyen de lutter contre l'effritement des solidarités (figure 3) causé par la déstructuration des réseaux de sociabilité professionnelle et de quartier. Des auteurs ont aussi soutenu que la revégétalisation des friches influencerait le sentiment de sécurité. Dans les quartiers de Philadelphie où les friches ont été replantées, les attaques à main armée et le vandalisme auraient diminué, tandis que les résidents auraient déclaré faire davantage d'exercice physique en plein air (Branas *et al.* 2011). La petite polyculture biologique et agroforestière a aussi été présentée comme un moyen de fournir des services écosystémiques<sup>4</sup> et d'embellir des quartiers délabrés (Mogk, Kwiatkowski et Weindorf 2008). L'agriculture urbaine agirait ainsi comme un remède à même de panser les plaies urbaines ouvertes par la décroissance.

---

<sup>4</sup>Les services écosystémiques sont les bénéfices directement ou indirectement tirés par les sociétés humaines du fonctionnement des écosystèmes.

**Figure 3. Discussion collective après une séance de bénévolat à Earthworks**



© Flaminia Paddeu, 2013.

### **Bénéfices hypothétiques, habitants sceptiques**

Dans la recherche et les médias, l'agriculture urbaine est considérée comme une pratique universellement bénéfique, incapable de générer le moindre désagrément. Pourtant, de plus en plus de chercheurs, souvent issus de la géographie radicale et critique (Guthman 2008 ; Safransky 2014; Tornaghi 2014), ont pris le contre-pied de cette posture, en rappelant que les bénéfices annoncés sont plus controversés qu'au premier abord et sont souvent insuffisamment étayés. Les avantages économiques réels, les services écosystémiques rendus, et les créations d'emplois liés à l'agriculture urbaine demeurent difficiles à évaluer et minimes à ce jour. Il y a peu de preuves de lien direct entre l'occupation des parcelles vacantes par l'agriculture urbaine et la baisse du taux de criminalité (Raleigh et Galster 2014).

En réalité, les bénéfices sont envisagés pour des habitants qui ont des niveaux d'engagement très hétérogènes, notamment en termes d'acceptation et d'intérêt pour l'agriculture urbaine. Les habitants de Détroit consultés dans le cadre du processus de légalisation ont exprimé un scepticisme généralisé (Paddeu 2017). Ils considèrent l'agriculture urbaine comme une source d'incertitudes et de nuisances (pesticides, cultures OGM, élevage...). Ainsi, plutôt que de constituer un facteur attractif à même de revivifier les quartiers vidés de leurs habitants, elle pourrait en fait constituer un facteur répulsif et contribuer à leur départ. Une étude menée dans un quartier de Détroit montre que les résidents ont une foi limitée dans le pouvoir de l'agriculture urbaine d'améliorer leur vie quotidienne ainsi que de changer la dynamique sociale du quartier (Draus *et al.*, 2014). De fait, l'écart reste substantiel entre les aspirations idéalistes des habitants-militants, constituant un réseau très actif mais restreint, et l'implication de la majorité des résidents.

## La résurgence de dynamiques injustes

Dans les villes en décroissance, tandis que l'agriculture urbaine est plébiscitée, les dynamiques injustes d'accès aux services et aux ressources sont exacerbées par des politiques de rétrécissement planifié<sup>5</sup>. Ces dernières s'apparentent à un « urbanisme de l'austérité » (Peck 2012), une gouvernance urbaine néolibérale caractérisée par la dépendance croissante des pouvoirs locaux aux acteurs privés et à leurs capitaux. Dans ce contexte de politiques entrepreneuriales, la gestion du foncier est opaque et les municipalités endettées sont fragilisées face, d'une part, à des États fédérés souvent peu sensibles aux questions de déclin urbain et, d'autre part, au secteur privé et philanthropique (Hackworth 2015).

À Détroit, la stratégie de décroissance de la municipalité renforce les injustices spatiales et raciales à travers le choix des quartiers à sauvegarder, transformer ou démolir. Il s'agit en effet de recréer des poches de densité en sacrifiant des quartiers considérés comme trop fragilisés, mais aucune attention n'est vraiment portée à l'hétérogénéité raciale des quartiers, ni au problème du relogement des individus déplacés (Clement et Kanai 2015). La géographe Sara Safransky (2014) rappelle que la politique de verdissement du plan *Detroit Future City* exige le déplacement d'une partie de la population afro-américaine défavorisée. Il s'accompagne d'un discours « néocolonial » exaltant un nouveau « front pionnier » résidentiel et agricole pour les gentrificateurs blancs, dans une ville où 82,7 % de la population est afro-américaine.

De nombreuses interrogations sur les inégalités sociales et les injustices raciales agitent aujourd'hui le milieu des militants-praticiens de l'agriculture urbaine. La chercheuse Julie Guthman (2008) enquête ainsi sur la production et la reproduction de la « *whiteness* »<sup>6</sup> au sein du mouvement alimentaire alternatif. Les militants pour l'agriculture urbaine à Détroit sont très préoccupés par l'arrivée croissante de jeunes blancs éduqués et aisés. Mieux dotés en ressources que la plupart des petites associations afro-américaines ou mixtes existant de longue date à Détroit, ils bénéficient en outre du soutien économique des fondations. Surtout, dans un contexte d'accaparement des terres et de spéculation, aucune mesure n'a été prise pour favoriser l'accès et la sécurité foncière pour les habitants et associations d'agriculture urbaine. En 2012, la municipalité a, par exemple, vendu pour une somme dérisoire 1 500 parcelles à un consortium entrepreneurial, le groupe Hantz, pour en faire une ferme commerciale. La signature de ce contrat a déclenché une controverse majeure, opposant la défense d'un réseau dense de petites fermes de polyculture familiales ou associatives et le projet messianique d'installation de fermes urbaines géantes et productivistes.

## Démythifier l'agriculture urbaine

Les villes en décroissance offrent des opportunités tangibles pour faire de l'agriculture urbaine l'outil d'expérimentations originales et radicales. Celles-ci visent à reconnecter les villes aux écosystèmes de production agricole et à construire des systèmes alimentaires locaux intégrant la justice sociale et les relations écologiques. Mais mieux appréhender les transformations en cours implique d'identifier les processus sous-jacents qui façonnent différents modèles d'agriculture urbaine, tels que les régimes des politiques urbaines, ou les tensions entre des collectifs humains aux engagements contradictoires. C'est finalement une manière de rester sensible aux problèmes que génère l'agriculture urbaine comme aux voies qu'elle ouvre.

---

<sup>5</sup>Le « rétrécissement planifié » (*planned shrinkage*) est un principe politique proposé au moment de la faillite de la ville de New York en 1976 par Roger Starr, alors directeur du Département de planification urbaine. C'est un moyen de résoudre les troubles financiers par des réductions drastiques dans les programmes d'aide sociale et les services municipaux.

<sup>6</sup>La « blanchitude » – *whiteness* en anglais – est un concept des sciences humaines et sociales qui présente la couleur de peau blanche non pas comme une donnée biologique, mais comme une construction socioculturelle associée à une certaine identité et des privilèges.

## Bibliographie

- Béal, V., Fol, S., et Rousseau, M. 2016. « De quoi le “*smart shrinkage*” est-il le nom ? Les ambiguïtés des politiques de décroissance planifiée dans les villes américaines », *Géographie, économie, société*, vol. 18, n° 2, p. 211-234.
- Branas, C., Cheney, R., MacDonald, J., Tam, V., Jackson, T. et Ten Have, T. 2011. « A Difference-In-Differences Analysis of Health, Safety, and Greening Vacant Urban Space », *American Journal of Epidemiology*, vol. 174, n° 11, p. 1296-1306. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://academic.oup.com/aje/article/174/11/1296/111352/A-Difference-in-Differences-Analysis-of-Health>.
- Clement, D. et Kanai, M. 2015. « The Detroit Future City. How Pervasive Neoliberal Urbanism Exacerbates Racialized Spatial Injustice », *American Behavioral Scientist*, vol. 59, n° 3, p. 369-385.
- Dewar, M., Seymour, E. et Drută, O. 2015. « Disinvesting in the City: The Role of Tax Foreclosure in Detroit », *Urban Affairs Review*, vol. 51, n° 5, p. 587-615.
- Draus, P., Roddy, J. et McDuffie, A. 2014. « “We don't have no neighbourhood”: Advanced marginality and urban agriculture in Detroit », *Urban Studies*, vol. 51, n° 12, p. 2523-2538.
- Gallagher, M. 2007. *Examining the Impact of Food Deserts on Public Health in Detroit*, Chicago : Mari Gallagher Research & Consulting Group.
- Guthman, J. 2008. « Bringing Good Food to Others: Investigating the Subjects of Alternative Food Practice », *Cultural Geographies*, vol. 15, n° 4, p. 431-447.
- Hackworth, J. 2015. « Right-sizing as spatial austerity in the American Rust Belt », *Environment and Planning A*, vol. 47, n° 4, p. 766-782.
- Mogk, J., Kwiatkowski, S. et Weindorf, M. 2008. « Promoting Urban Agriculture as an Alternative Land Use for Vacant Properties in the City of Detroit: Benefits, Problems and Proposals for a Regulatory Framework for Successful Land Use Integration », *The Wayne Law Review*, vol. 56, n° 20, p. 1-61.
- Millington, N. 2013. « Post-Industrial Imaginaries: Nature, Representation and Ruin in Detroit, Michigan », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 1, p. 279-296.
- Morgan, K. 2015. « Nourishing the City: The Rise of the Urban Food Question in The Global North », *Urban Studies*, vol. 52, n° 8, p. 1379-1394.
- Paddeu, F. 2015. *De la crise urbaine à la réappropriation du territoire. Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Détroit et du Bronx à New York*, thèse de doctorat de géographie dirigée par Cynthia Ghorra-Gobin et soutenue le 7 décembre 2015 à l'université Paris-4 Sorbonne.
- Paddeu, F. 2017. « Legalising urban agriculture in Detroit: a contested way of planning for decline », *Town Planning Review*, vol. 88, n° 1, p. 109-129.
- Peck, J. 2012. « Austerity urbanism: American cities under extreme economy », *City*, vol. 16, n° 6, p. 626-655.
- Pothukuchi, K. 2015. « Five Decades of Community Food Planning in Detroit: City and Grassroots, Growth and Equity », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 35, n° 4, p. 419-434.
- Raleigh, E. et Galster, G. 2014. « Neighborhood Disinvestment, Abandonment and Crime Dynamics », *Journal of Urban Affairs*, vol. 37, n° 4, p. 367-396.
- Safransky, S. 2014. « Greening the urban frontier: race, property, and resettlement in Detroit », *Geoforum*, vol. 56, p. 237-248.
- Schilling, J. et Logan, J. 2008. « Greening the Rust Belt: A Green Infrastructure Model for Right-Sizing America's Shrinking Cities », *Journal of the American Planning Association*, vol. 74, n° 4, p. 451-466.

- Tornaghi, C. 2014. « Critical geography of urban agriculture », *Progress in Human Geography*, vol. 38, p. 551-567.
- Wachter, S. 2005. *The Determinants of Neighborhood Transformation in Philadelphia: Identification and Analysis – The New Kensington Pilot Study*, rapport, Philadelphie : William Penn Foundation, 18 p.
- White, M. 2011. « D-Town Farm: African-American Resistance to Food Insecurity and the Transformation of Detroit », *Environmental Practice*, vol. 13, p. 406-417.

**Flaminia Paddeu** est docteure en géographie, post-doctorante au LADYSS (Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces), partenaire du LabEx Dynamite (Dynamiques territoriales et spatiales). Elle a réalisé une thèse sur les mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Détroit et du Bronx à New York (au sein du laboratoire EneC – Espaces, nature et culture ; UMR CNRS 8185 – à l’université Paris-4 Sorbonne). Ses recherches portent sur les mouvements urbains environnementaux et alimentaires aux États-Unis et en France.

**Pour citer cet article :**

Flaminia Paddeu, « Sortir du mythe de la panacée. Les ambiguïtés de l’agriculture urbaine à Détroit », *Métropolitiques*, 13 avril 2017. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Sortir-du-mythe-de-la-panacee-Les.html>.